

Les crédits

Même les députés de l'opposition devraient se réjouir qu'on reconnaisse ainsi, dans le monde, l'importance des mesures que le premier ministre a prises, au nom du Canada, pour résoudre les problèmes de l'environnement. Pourquoi ridiculiser ce prix, comme l'autre côté le fait? Cette attitude ne rend pas service à l'opposition ni à une organisation internationale d'intervenants du monde des affaires qui s'efforcent de prendre au sérieux les questions relatives au développement durable que les députés de tous les côtés de la Chambre ont certainement à coeur.

• (1640)

Je reviendrai sur cette question dans un instant parce qu'elle sera, j'espère, au coeur du débat d'aujourd'hui. Les effets cumulatifs du changement climatique, de la destruction de la couche d'ozone, des forêts, et des terres arables, de la pollution de l'eau et de la multiplication des produits chimiques toxiques sont unanimement reconnus comme le plus grand défi de notre époque. Dans son rapport de 1987 intitulé *Notre avenir à tous*, la Commission mondiale sur l'environnement et le développement a écrit que seule la guerre nucléaire représente une menace plus grave que la destruction de l'environnement. Selon cette commission, dirigée par le premier ministre de la Norvège, certaines régions ont déjà plus souffert que si elles avaient été systématiquement ravagées par des armées. Je m'en suis rendu compte moi-même au cours des quatre dernières années. Dans certaines régions de l'Éthiopie, du Soudan et de l'Afrique de l'Ouest, j'ai vu ce qui peut arriver quand un environnement devient si ravagé et si inculte qu'il ne peut même plus faire vivre ses derniers habitants, comme s'il avait été le théâtre d'une guerre nucléaire.

La commission a dit ceci:

La nature est à la fois généreuse et fragile et son équilibre est délicat. On ne peut pas franchir certains seuils sans mettre en danger l'intégrité du système. Bon nombre de ces seuils sont à la veille d'être franchis.

Cette commission mise sur pied par les Nations Unies n'a pas recommandé qu'on freine le progrès économique pour protéger l'environnement. Une telle solution serait inapplicable dans les pays industrialisés et carrément injuste et inacceptable dans les pays en voie de développement dont beaucoup commencent à peine à bénéficier pleinement des progrès de la technologie moderne. Elle a plutôt proposé un nouveau programme en disant que la planète avait besoin d'entrer dans une nouvelle ère de développement respectueux de l'environnement. À partir de maintenant, selon elle, les décisions économiques doivent tenir compte des exigences de l'environnement. Je ne sais pas si c'est la commission qui a inventé l'expression «développement durable», mais elle y tient certes

pour marquer le lien entre l'environnement et l'économie.

En fait, j'ai été frappé d'entendre la critique libérale en matière d'environnement et députée de Hamilton-Est (M^{me} Copps) dire à un moment donné—et j'espère que je la cite bien—que les Canadiens sont tout disposés, à son avis, à consentir aux mêmes sacrifices pour la protection de l'environnement que pour la relance de l'économie. Dans le même ordre d'idées, j'ai écouté très attentivement le ministre de l'Environnement (M. Bouchard) lorsqu'il a dit que nous avons en fait deux déficits à juguler à l'heure actuelle, soit celui de la dette fédérale et du problème constant que constitue le service de cette dette et celui de l'incidence d'une dégradation et d'une pollution croissantes de notre environnement. Voilà pourquoi il faut absolument comprendre que nous ne pouvons pas vraiment juguler l'un sans juguler l'autre.

Comme les députés s'en souviendront, le ministre des Finances a employé, lors de la présentation de son budget, des expressions fort éloquentes que je voudrais reprendre ici parce qu'elles s'appliquent parfaitement, je crois, à la question de la protection de l'environnement et du développement durable dont nous discutons ici aujourd'hui. Au sujet de la dette, il a dit que nous devons nous demander si nous allons léguer cette énorme dette aux générations futures, qu'il fallait bien comprendre ce que cela signifiait. Si nous continuons année après année, gouvernement après gouvernement, à emprunter et cela, rien que pour régler l'intérêt sur cette dette, nous allons nous trouver à hypothéquer l'avenir et non à payer nos propres factures. Il est facile d'emprunter sur le dos des générations futures, car elles n'ont pas maintenant voix au chapitre. Elles ne peuvent pas protester. Et pourtant, ce sont elles qui risquent de faire éventuellement les frais de notre insouciance. Puis il a tenu des propos qui s'appliquent à mon avis tout aussi bien aux questions environnementales qu'aux questions économiques. Il a dit que ce budget doit contribuer à l'édification de notre avenir au lieu de l'hypothéquer. Voilà le défi à relever.

L'été dernier, on m'a demandé de participer à une conférence que la fondation *Harmony* a organisée à l'Université Trent pour donner suite aux travaux de la Commission Brundtland. Le compte rendu de cette conférence vient d'être publié, et je le recommande à tous les députés. Les observations que j'ai faites se rangent sous un titre que j'espère pouvoir continuer d'utiliser dans d'autres circonstances. Ce titre est «L'économie et l'écologie: deux alliées naturelles». Dans mon discours, si je peux me permettre de me citer moi-même, j'ai dit que nous réagissons très bien aux crises et aux urgences. Toutefois, nous ignorons bien des choses. Nous ne savons pas collaborer avec la population pour enrayer les causes de ces crises. Tel est le défi. C'est à cela que nous devons